

## Les épines du rosier 2) La gauche, l'euro et la préférence française pour le chômage

Dans un pamphlet qu'Atlantico publie en feuilleton et alors que François Hollande fait figure de favori des sondages, Roland Hureau a souhaité faire le point sur les grandes lignes des politiques passées et à venir des socialistes. 2ème épisode : le PS et l'euro.

Avec Roland  
Hureau

Lire aussi :

- **INTRODUCTION** : [Les épines du rosier \(à quoi s'attendre d'un pouvoir socialiste\)](#)
- **Episode 1** : [Comment la gauche et ses privatisations ont affaibli économiquement la France](#)
- **Episode 2** : [La gauche, l'euro et la préférence française pour le chômage](#)
- **Episode 3** : [La gauche et les calamiteuses 35 heures](#)
- **Episode 4** : [La gauche et sa maladie des dépenses publiques](#)
- **Episode 5** : [La gauche et ses féodalités locales](#)
- **Episode 6** : [Comment la gauche s'est montrée aveugle face au développement de la corruption à l'échelle locale](#)
- **Episode 7** : [Comment la gauche a asphyxié le monde rural sous couvert "d'aménagement du territoire"](#)

Les erreurs de la gauche n'ont pas été seulement sectorielles ; elles ont touché aussi l'économie dans son ensemble. C'est le cas de la politique du franc fort, puis de l'euro fort, inaugurée par le gouvernement Bérégovoy en 1992.

Les socialistes français ont toujours été favorables à l'Europe : Monnet, Mollet, Pineau, qui figurent parmi les Pères de l'Europe étaient de sensibilité socialiste. Au moins autant que de la démocratie chrétienne, l'Europe de Bruxelles procède de l'impulsion social-démocrate. Inscrit dans cet héritage, Jacques Delors négocia l'Acte unique européen, en 1986, qui a ordonné l'uniformisation de toutes les normes de toutes sortes, techniques ou professionnelles de l'Europe, pour fonder le marché, non plus commun, mais unique, acte ratifié par la droite en 1987.

**Rien que de naturel, dès lors, à ce que François Mitterrand signe le traité de Maastricht prévoyant la mise en place d'une monnaie commune européenne.** Non sans mérite, il le soumit à référendum le 21 septembre 1992 et le traité ne fut approuvé que de justesse (51,04 %). On se souvient que la rumeur de sa maladie, répandue à dessein, et la compassion qu'elle suscita fit basculer *in extremis* le vote en faveur du *oui*.

**Ce qui est en cause ici, ce n'est pas le projet de monnaie unique en tant que tel mais les conditions dans lesquelles il a été mis en place.**

Pour préparer l'adoption de la monnaie unique par la France, le Premier ministre socialiste Bérégovoy décida, en 1992, sous l'influence de Jean-Claude Trichet, déjà en campagne auprès des Allemands pour devenir le gouverneur de la future Banque centrale européenne, qu'il fallait faire du franc une monnaie aussi forte que le mark. Il faut s'entendre sur ce que signifie forte. Cet adjectif peut signifier la monnaie d'un pays où la hausse des prix est strictement contrôlée. Mais il peut signifier aussi une monnaie qui, selon les critères habituellement employés en la matière : parité des pouvoirs d'achat, des prix de revient, équilibre des échanges extérieurs, est évaluée haut, éventuellement au-dessus de ce qu'elle devrait l'être. Cette surévaluation contribue certes à restreindre l'inflation mais freine la croissance et donc augmente le chômage. Augmentant le chômage, elle fait obstacle à la hausse des salaires.

C'est le choix qui a été fait en 1992. Il a eu des effets d'autant plus négatifs que l'Allemagne, ayant absorbé sur le principe d'1 mark Est = 1 mark Ouest l'énorme masse monétaire est-allemande, haussa considérablement ses taux d'intérêt pour empêcher l'inflation ; la France se sentant obligée de suivre, étrangla sa croissance. D'une certaine manière, elle partagea avec l'Allemagne, à son détriment, le poids de la réunification.

Ce choix fut confirmé en 1999, au moment de la conversion du franc en euro. Plus le taux de change de la monnaie est élevé, plus sa compétitivité se trouve handicapée. Alors que la plupart des pays s'efforcèrent de rentrer dans l'euro au plus bas taux pour être plus compétitifs, la France, désireuse d'égaliser l'Allemagne, accepta une parité peu favorable à l'emploi et aux exportations. **Avant l'entrée dans la zone euro, la France avait un taux de croissance supérieur à la moyenne européenne, il est devenu inférieur après.**

La racine de ce que beaucoup appellent la "préférence française pour le chômage" se trouve là. Certes, ni entre 1993 et 1997, ni après 2002, la droite ne remit en cause cette politique, il était néanmoins important de noter que les décisions

---

capitales ont été prises alors que la gauche se trouvait au pouvoir. **Ces décisions furent fatales au niveau de vie populaire.** Les trois millions de chômeurs plus ou moins permanents que compte notre pays peuvent dire merci au parti socialiste, principal responsable de leur situation de précarité.

À cela s'est ajoutée une politique qui, sous des apparences sociales, favorisa le grand capital. C'est ainsi que le gouvernement Bérégovoy s'efforça d'internationaliser la dette publique de la France, considérant que le recours traditionnel aux bons du trésor, souscrits par la "veuve de Carpentras" était une pratique archaïque, que le recours aux banques étrangères serait plus moderne. Cette politique fut poursuivie avec Strauss-Kahn et Fabius à partir de 1997.